

RÉGION DE GENDARMERIE DE BRETAGNE

Division de l'appui opérationnel

Bureau du budget et de l'administration

Section administration

85, Bd Clemenceau – BP 33284

35032 RENNES CEDEX

Tél. : 02 99 32 53 73

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES
CCP**

MARCHE PUBLIC DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

MARCHÉ EN PROCÉDURE ADAPTÉE

OBJET DU MARCHÉ :

**Maîtrise d'œuvre concernant le remplacement de la toiture du
hangar de la section aérienne de la gendarmerie (SAG) de Rennes -
Saint-Jacques**

n° de référence du marché : 2025-MOE-1

CCAG – Maîtrise d'œuvre de référence : conformément à l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de maîtrise d'œuvres.

Table des matières

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES CCP.....	1
Article 1 - Objet / Présentation du marché.....	4
1.1 Objet de la consultation et lieu de l'opération.....	4
1.2 Contexte.....	4
1.3 Description du bâtiment.....	4
1.4 Besoins et objectifs.....	4
1.5 Procédure et forme du marché.....	5
1.6 Allotissement.....	5
1.7 Variantes et PSE.....	5
Article 2 - Intervenants.....	6
2.1 Représentant du pouvoir adjudicateur.....	6
2.2 Comptable assignataire.....	6
2.3 Service chargé du suivi administratif du marché.....	6
2.4 Service chargé du suivi technique de l'opération :.....	6
Article 3 - Pièces contractuelles.....	6
Article 4 - Prise d'effet - Durée du marché.....	7
Article 5 - Clauses de confidentialité – protection des données personnelles – mesures de sécurité.....	7
Article 6 - Clause de réexamen.....	7
Article 7 - Prestations demandées.....	8
7.1 DIA – Études de diagnostic.....	8
7.2 AVP – Études d'avant-projet (Sommaire et définitif).....	8
7.3 PRO – Études de projets.....	9
7.4 ACT – Assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des marchés publics de travaux.....	9
7.5 DET – La direction de l'exécution du ou des contrats de travaux.....	10
7.6 OPC – L'ordonnancement, la coordination et le pilotage du chantier.....	11
7.7 AOR - L'assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception.....	11
Article 8 - Co-traitance et sous traitance.....	12
8.1 Titulaires, co-traitance et sous-traitance.....	12
8.2 Co-traitance.....	12
8.3 Sous-traitance.....	12
Article 9 - Constatation de l'exécution de la prestation.....	13
9.1 Opération de vérification.....	13
9.2 Admission en l'état ou avec observations, ajournement, réfaction et rejet.....	13
Article 10 - Utilisation des résultats.....	13
Article 11 - Prix.....	14
11.1 Forme et contenu des prix.....	14

11.2 Actualisation des prix.....	14
Article 12 - Modalités de règlement.....	14
12.1 Avance.....	14
12.2 Acomptes.....	14
12.3 Contenu de la demande de paiement.....	15
12.4 Demande de paiement finale.....	15
12.5 Décompte général définitif.....	15
12.6 Délai global de paiement.....	16
12.7 Intérêts moratoires.....	16
12.8 Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques.....	16
Article 13 - Pénalités.....	16
AVP – Études d'avant-projet (Sommaire et définitif).....	17
PRO – Études de projets.....	18
ACT – Assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des marchés publics de travaux	18
DET – La direction de l'exécution du ou des contrats de travaux.....	18
Article 14 - Retenue de garantie.....	19
Article 15 - Assurances.....	19
Article 16 - Mesures Sanitaires.....	20
Article 18 - Résiliation.....	20
Article 19 - Contentieux.....	20
Article 20 - Interdiction d'attribution à un opérateur économique « Russe ».....	20
Article 21 - Certification achats responsables.....	21
Article 22 - Dérogations au CCAG - MOE.....	21

Article 1 - Objet / Présentation du marché

1.1 Objet de la consultation et lieu de l'opération

L'objet de la consultation consiste à réaliser une mission complète de maîtrise d'œuvre au sens de la Commande Publique pour le projet suivant :

Remplacement de la toiture du hangar de la section aérienne de la gendarmerie (SAG)
de Rennes – Saint-Jacques de la Lande.

Code CPV principal : 71200000-8 - Services d'architecture, services de construction, services d'ingénierie et services d'inspection

Groupe marchandise : 36.04.02 – Prestation de maîtrise d'œuvre

Le lieu d'exécution du marché est le suivant :

Section aérienne de la gendarmerie (SAG) de Rennes - Saint-Jacques

Adresse : aéroport de Rennes - Saint-Jacques - Bâtiment 001 – 35136 SAINT-JACQUES DE LA LANDE

1.2 Contexte

La section aérienne de gendarmerie de Rennes (SAG) est située à Saint-Jacques de la Lande en zone aéroportuaire. Cette unité assure les missions de sécurité publique ainsi que les missions de secours et d'interventions de jour comme de nuit sur la zone ouest.

Suite à une convention avec l'aviation légère de l'armée de terre (ALAT) présente sur site, le bâtiment 001 a été attribué à la SAG.

1.3 Description du bâtiment

Il s'agit d'un hangar, d'une surface totale de 747 m², composé d'un hall de réparation mécanique de 526 m², de huit bureaux et de locaux techniques et de stockage. L'année de construction du hangar est 1965. Une réhabilitation a été effectuée en 1992.

Ce hangar abrite deux hélicoptères de la gendarmerie mesurant plus de quatre mètres de hauteur ainsi que des grandes installations servant à leurs maintenances. La hauteur de la toiture doit donc être supérieure ou égale à l'existante.

Le bâtiment ne reçoit pas de public.

1.4 Besoins et objectifs

L'opération consiste à rénover la toiture du bâtiment de la section aérienne de Saint-Jacques de la Lande avec 3 objectifs :

- 1- Renouveler le clos et couvert du bâtiment en raison de son état d'usure et de la présence d'infiltration récurrente ;
- 2 – Améliorer les performances énergétiques et le confort d'été par notamment le renforcement de l'isolation ;
- 3- Le cas échéant, renforcer la structure existante de manière à assurer le bon fonctionnement des équipements fixe et mobile (porte coulissante notamment).

L'enveloppe prévisionnel fixée par le maître d'ouvrage pour répondre à ces objectifs et de **200 000€ T.T.C (plus ou moins 10%)**.

Le projet devra inclure à minima :

- Le remplacement de la toiture du bâtiment et de tous les éléments de couverture horizontaux et verticaux comprenant le changement de bac acier et les accessoires ;
- La suppression des points d'ancrages des équipements obsolètes ;
- La mise en place des équipements de sécurité (collectif et individuel) nécessaires à la maintenance du bâtiment ;
- L'étude et le renforcement des éléments de charpente métallique ;
- Si nécessaire, le renforcement de la charpente et la reprise des fondations.

Les compétences recherchées pour effectuer cette mission sont les suivantes :

- Compétences architecturales pour répondre notamment aux enjeux urbanistiques, fonctionnels et esthétiques du projet ;
- Compétences en ingénierie de structure (charpente métallique et gros œuvre) pour permettre la vérification et l'amélioration de la charpente métallique existante ainsi que les fondations ;
- Compétences en ingénierie thermique pour l'amélioration de la performance énergétique, du confort d'été et du maintien en fonctionnement du système de chauffage / ventilation à l'issue du projet.

Pour y parvenir, une mission de maîtrise d'œuvre intégrant toutes les phases telles que définies aux articles L. 2430-1 et R. 2431-19 à R. 2431-23 de la commande publique est souhaitée.

1.5 Procédure et forme du marché

Conformément à l'article L. 2123-1 et R. 2123-1 à R. 2123-7 du Code de la commande publique, le présent marché est passé selon une procédure adaptée.

Il s'agit d'un marché à tranches, ventilé tel que suit :

- Tranche ferme : phases DIA/AVP/PRO
- Tranche optionnelle : phases ACT/DET/OPC/AOR.

Le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) se réserve la possibilité d'affermir ou non une tranche optionnelle via l'émission d'un ordre de service.

L'affermissement intervient sur décision unilatérale du maître d'ouvrage dans un délai de 12 mois à compter de la notification du marché.

Aucune indemnité ou clause de dédit ne sera versée en cas de non-affermissement d'une ou plusieurs tranches.

1.6 Allotissement

Le marché n'est pas alloti car l'acheteur n'est pas en mesure d'assurer par lui-même les missions d'organisation, de pilotage et de coordination et cela rendrait techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

1.7 Variantes et PSE

Les variantes ne sont pas autorisées.

Le marché ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle (PSE).

Article 2 - Intervenants

2.1 Représentant du pouvoir adjudicateur

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
Région de gendarmerie de Bretagne
85, boulevard Georges Clemenceau - BP 33284
35032 RENNES CEDEX

Nom, prénom, qualité du signataire du marché public

Le général de corps d'armée Jean-Luc VILLEMINEY, commandant de la région de gendarmerie de Bretagne, commandant la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest est **le maître d'ouvrage**.

2.2 Comptable assignataire

Direction Régionale des Finances Publiques d'Ille-et-Vilaine
Cité administrative – Avenue Janvier
B.P.72 102 – 35 021 Rennes Cedex 9
Tél : 02.99.79.80.00.

2.3 Service chargé du suivi administratif du marché

Région de gendarmerie de Bretagne
Bureau du budget et de l'administration - Section Administration
85 boulevard Georges Clemenceau
35032 RENNES CEDEX
Courriel : sa.bba.rgbret@gendarmerie.interieur.gouv.fr

2.4 Service chargé du suivi technique de l'opération :

Région de gendarmerie de Bretagne
Bureau de l'immobilier et du logement (BIL)
85 boulevard Georges Clemenceau
35032 RENNES CEDEX
Courriel : bil.dao.rgbret@gendarmerie.interieur.gouv.fr

Article 3 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG - Maîtrise d'œuvre, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

- l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes financières ;
- le cahier des clauses particulières (CCP) et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) mis en place par l'arrêté du 30 mars 2021 ;

- les éventuelles pièces écrites et graphiques remises par le maître d'ouvrage lors de la consultation ;
- les clauses du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux) précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux ;
- l'offre technique du maître d'œuvre, composée de pièces écrites et éventuellement graphiques ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- les éléments de décomposition de l'offre financière du maître d'œuvre ;

Article 4 - Prise d'effet - Durée du marché

L'exécution des prestations débute à compter de la date d'envoi du premier ordre de service de démarrage des prestations.

Chaque phase fait l'objet d'un ordre de service de démarrage des prestations.

La durée de ce support s'étend jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement du marché pour lequel le maître d'œuvre est missionné.

La garantie de parfait achèvement est définie à l'article 44.1 du CCAG applicable aux marchés publics de travaux.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 15.3 du CCAG-MOE.

À titre indicatif : la durée totale de la mission est estimée à 14 mois au cours des années 2025 et 2026. Soit 6 mois pour les études de conception, 4 mois pour la consultation des entreprises et 4 mois pour la réalisation des travaux.

La durée de chaque mission est précisée à l'offre du titulaire.

Article 5 - Clauses de confidentialité – protection des données personnelles – mesures de sécurité

Les dispositions de l'article 5 du CCAG-MOE s'appliquent en ce qui concerne les clauses de confidentialité, de protection des données personnelles et de mesures de sécurité.

Article 6 - Clause de réexamen

Conformément aux articles R2194-1 et L2194-1 du Code de la commande publique, une clause de réexamen pourra être activée.

Par dérogation à l'article 26 du CCAG-MOE, des modifications pourront être réalisées, en toutes circonstances, dans les cas suivants :

- surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- modification de l'enveloppe financière affectée aux travaux ;
- conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Ces modifications interviennent, dans la limite de 50 % du montant initial du marché, via la réalisation d'un avenant signé du titulaire et du représentant du pouvoir adjudicateur. Ce document matérialise l'accord entre les deux parties.

Article 7 - Prestations demandées

Les missions demandées sont définies aux articles L. 2430-1 et R. 2431-19 à R. 2431-23 du Code de la commande publique et sont détaillées dans cet article.

Une réunion de présentation à la fin de chaque étape sera organisée par le titulaire.

7.1 DIA – Études de diagnostic

Les études de diagnostic, dans le cas d'une opération de réutilisation ou de réhabilitation, permettent de renseigner le maître de l'ouvrage sur l'état de l'ouvrage et sur la faisabilité de l'opération et ont pour objet :

1. D'établir un état des lieux ;
2. De fournir une analyse fonctionnelle, urbanistique, architecturale et technique du bâti existant ;
3. De permettre d'établir un programme fonctionnel d'utilisation du bâtiment ainsi qu'une estimation financière et d'en déduire la faisabilité de l'opération.

Le maître d'œuvre préconise, éventuellement, des études complémentaires d'investigation des existants.

Il est notamment demandé pour ce projet :

- Une analyse des documents techniques fournis par le maître d'ouvrage (étude de structure, plan de l'existant) ;
- Un rapport technique ;
- Note de calcul de résistance de la structure actuelle avec proposition de renforcement le cas échéant.

7.2 AVP – Études d'avant-projet (Sommaire et définitif)

Les études d'avant-projet sommaire ont pour objet :

1. De proposer une ou plusieurs solutions d'ensemble traduisant les éléments majeurs du programme fonctionnel et d'en présenter les dispositions générales techniques envisagées ;
2. D'indiquer les durées prévisionnelles de réalisation ;
3. D'établir une estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux des différentes solutions étudiées.

Les études d'avant-projet définitif ont pour objet :

1. D'arrêter en plans, coupes et façades, les dimensions de l'ouvrage ainsi que son aspect ;
2. De définir les matériaux ;
3. De permettre au maître d'ouvrage d'arrêter définitivement le programme et certains choix d'équipements en fonction des coûts d'investissement, d'exploitation et de maintenance ;
4. D'établir l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, décomposée par corps d'état ;
5. De permettre la fixation du forfait de rémunération dans les conditions prévues par le marché public de maîtrise d'œuvre.

Il est notamment demandé pour ce projet :

- Les plans cotés de la toiture (format numérique DWG + Plans papiers)
- Une notice descriptive architecturale des solutions proposées.
- Une notice technique générale par postes principaux.
- Une estimation financière du coût des travaux détaillée par lot.

NB : Le niveau de définition correspond à des plans généralement établis au 1/50e avec tous les détails significatifs de conception architecturale à des échelles appropriées.

Concernant l'estimation financière, le maître d'œuvre ne devra pas dépasser l'enveloppe des travaux de 200 000 € TTC qui correspond à l'enveloppe maximale du maître d'ouvrage (plus ou moins 10 %).

Dans le cas contraire, il est tenu, tout au long de l'AVP et sans indemnité, d'adapter son projet dans le respect des règles de l'art et dans le délai d'étude prévu de manière à rester dans les limites de cette enveloppe et ce sans attendre le refus éventuel par le maître d'ouvrage de sa proposition de coût prévisionnel définitif.

7.3 PRO – Études de projets

Les études de projet ont pour objet :

1. De préciser par des plans, coupes et élévations, les formes des différents éléments de la construction, la nature et les caractéristiques des matériaux et les conditions de leur mise en œuvre ;
2. De déterminer l'implantation, et l'encombrement de tous les éléments de structure et de tous les équipements techniques ;
3. De préciser les tracés des alimentations et évacuations de tous les fluides ;
4. D'établir un coût prévisionnel des travaux décomposé par corps d'état, sur la base d'un avant-métré ;
5. De permettre au maître d'ouvrage, au regard de cette évaluation, d'arrêter le coût prévisionnel de l'ouvrage et d'estimer les coûts de son exploitation ;
6. De déterminer le délai global de réalisation de l'ouvrage.

Il est notamment demandé pour ce projet :

- Une vue en plan de la toiture ;
- Les coupes et détails de la charpente et de la toiture, avec le tracé des alimentations de tous les fluides ainsi que la localisation de la VMC et de ces équipements ;
- Les représentations graphiques image 3D de l'ensemble du hangar ;
- Les plans détaillés de la charpente ;
- L'implantation des points d'ancrage ;
- Une notice architecturale détaillée ;
- Un planning des travaux précis ventilé par intervention et par lot ;
- Un coût prévisionnel définitif des travaux par lot (à 5 % près).

7.4 ACT – Assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des marchés publics de travaux

L'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des marchés publics de travaux sur la base des études qu'il a approuvées a pour objet :

1. De préparer la consultation des opérateurs économiques chargés des travaux, en fonction du mode de passation des marchés publics ;
2. De préparer la sélection des candidatures et de les examiner ;
3. D'analyser les offres et, le cas échéant, les variantes ;
4. De préparer les mises au point permettant la conclusion des marchés publics par le maître d'ouvrage.

Concernant le dossier de consultation des entreprises :

Le maître d'œuvre doit remettre les documents du dossier de consultation des entreprises comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Pièces	Rédacteur
L'acte d'engagement	Maître d'ouvrage
Le Règlement de consultation	Maître d'ouvrage
Le cahier des clauses administratives Particulières	Maître d'ouvrage
Le cahier des clauses techniques particulières.	Maître d'œuvre
Le dossier marché de plans et document graphique complet	Maître d'œuvre
Le rapport initial du bureau de contrôle	Maître d'ouvrage
Le tableau de décomposition de prix global et forfaitaire, facilitant l'analyse des offres	Maître d'œuvre
Le Plan Général de Coordination en SPS	Maître d'ouvrage (CSPS)

Concernant l'analyse des offres :

Dès réception des offres après lancement de la consultation par le Bureau de l'Immobilier et du Logement de la région Bretagne, le maître d'œuvre procédera à l'analyse de celles-ci par rapport à la conformité du marché.

Il assiste le maître d'ouvrage lors du dépouillement des offres des entreprises, procède à leur analyse comparative dans le respect des critères de pondération préalablement établis, établit son rapport, propose au maître d'ouvrage la liste des entreprises et met au point les pièces constitutives du (ou des) marché(s) de travaux.

Il vérifie que les attributaires présentent les garanties suffisantes à la bonne exécution du marché notamment concernant ses polices d'assurances.

Conformément à l'article R2431-14, lorsque le maître d'ouvrage retient une offre qui comporte une variante, le maître d'œuvre doit compléter les études du projet pour en assurer la cohérence, notamment en établissant la synthèse des plans et spécifications et, le cas échéant, prendre en compte les dispositions découlant d'un permis de construire modifié.

7.5 DET – La direction de l'exécution du ou des contrats de travaux

La direction de l'exécution des marchés publics de travaux a pour objet :

1. De s'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les dispositions des études effectuées ;
2. De s'assurer que les documents qui doivent être produits par les opérateurs économiques chargés des travaux, ainsi que l'exécution des travaux sont conformes aux clauses de leur marché public ;
3. De délivrer tous ordres de service, d'établir tous procès-verbaux nécessaires à l'exécution du marché public de travaux, de procéder aux constats contradictoires et d'organiser et de diriger les réunions de chantier ;
4. De vérifier les projets de décomptes mensuels ou les demandes d'avances présentés par les opérateurs économiques chargés des travaux, d'établir les états d'acomptes, de vérifier le projet de décompte final et d'établir le décompte général ;
5. D'assister le maître d'ouvrage en cas de différend sur le règlement ou l'exécution des travaux.

Il est notamment demandé pour ce projet :

- L'organisation et le pilotage de la réunion de démarrage du chantier en présence de tous les acteurs du projet à partir de l'envoi du premier ordre de service ;
- La rédaction des ordres de service de démarrage ou redémarrage, signalisation, réception etc ;
- A minima, l'organisation et le pilotage d'une réunion de chantier toutes les 2 semaines durant toute la durée des travaux.
- Nota bene : l'ensemble des comptes rendus seront fournis au plus tard 48 heures après la réunion.

7.6 OPC – L'ordonnancement, la coordination et le pilotage du chantier

L'ordonnancement, la coordination et le pilotage du chantier ont respectivement pour objet :

1. D'analyser les tâches élémentaires portant sur les études d'exécution et les travaux, de déterminer leurs enchaînements ainsi que leur chemin critique par des documents graphiques ;
2. D'harmoniser dans le temps et dans l'espace les actions des différents intervenants au stade des travaux ;
3. Au stade des travaux et jusqu'à la levée des réserves dans les délais impartis dans les marchés publics de travaux, de mettre en application les diverses mesures d'organisation arrêtées au titre de l'ordonnancement et de la coordination.

Concernant le suivi de chantier, le maître d'œuvre informe systématiquement le maître d'ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables.

Il est notamment demandé pour ce projet :

- L'établissement d'un planning travaux détaillé (type ou équivalent GANT) par corps d'état et par tâche validée pour l'ensemble des intervenants ;
- Le contrôle de l'avancement des tâches en concordance avec ce planning ainsi que la transmission des documents techniques d'exécution lors de la phase de préparation du chantier ;
- Le détail des manquements des obligations contractuelles des entreprises en terme de respects des délais (travaux, absence aux réunions, fourniture des documents d'exécutions et de réception des ouvrages) et en établir le décompte des pénalités ;
- La participation à l'ensemble des réunions de chantier organisées par la maîtrise d'œuvre (paragraphe 6.6 et 6.8 du présent cahier des charges).

7.7 AOR - L'assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception

L'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement a pour objet :

1. D'organiser les opérations préalables à la réception des travaux ;
2. D'assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée ;
3. De procéder à l'examen des désordres signalés par le maître d'ouvrage ;
4. De constituer le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à leur exploitation.

Il est notamment demandé pour ce projet :

- L'assistance au maître d'ouvrage pour les opérations dites O.P.R (opération préalable à la réception) avec l'organisation et le pilotage de la réunion ainsi que la rédaction complète du procès verbal EXE4. et de ses annexes ;
- L'assistance au maître d'ouvrage pour les opérations de réception avec l'organisation et le pilotage de la réunion ainsi que la rédaction complète des procès verbaux (en deux exemplaires EXE5 et EXE6) et de ses annexes ;
- Le suivi et la levée des éventuelles réserves de réception EXE8 et EXE9 ;
- Le suivi et la levée des éventuelles réserves de parfait achèvement ;
- L'organisation et le pilotage de la réunion de parfait achèvement un peu moins d'un an après la réception ;
- La rédaction du compte rendu de cette visite et le suivi des réserves ;
- L'organisation et le pilotage de la réunion ainsi que la rédaction complète du procès verbal des EXE et de leurs annexes.

Article 8 - Co-traitance et sous traitance

8.1 Titulaires, co-traitance et sous-traitance

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une personne physique, habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentant(s) est ou sont réputé(s) disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au représentant du pouvoir adjudicateur, les décisions nécessaires engageant le titulaire dans les délais requis ou impartis par le marché.

8.2 Co-traitance

Le marché autorise le groupement d'opérateurs économiques tels que définis aux articles R2142-20 et R.2142-21 du Code de la commande publique.

8.3 Sous-traitance

Les dispositions des articles R2193-1 à R2193-22 du Code de la commande publique et 3.6. du CCAG-MOE sont applicables au présent marché.

Ces articles disposent, notamment, que le titulaire d'un marché public peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du représentant du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Par ailleurs, en cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

La sous-traitance sera déclarée dans les meilleurs délais.

Ci-dessous la liste des documents à fournir en cas de demande de sous-traitance :

- Une déclaration de sous-traitance (DC4) complétée, datée et signée. Ce document est présent dans le dossier de la consultation ou via le lien suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ;
- le contrat de sous-traitance conclu entre le titulaire et le sous-traitant ;
- une attestation de régularité fiscale du sous-traitant datée de moins d'un an ;
- une attestation de vigilance du sous-traitant datée de moins de six mois ;
- le devis de l'opération sous-traitée ;

- le RIB du sous-traitant.

La sous-traitance totale du marché est interdite.

Un titulaire demandant un changement de sous-traitant en cours d'exécution du marché devra transmettre :

- l'acte qui met fin au contrat de sous-traitance initial ;
- l'état des paiements effectués au sous-traitant ;
- l'état d'avancement des travaux ou prestations confiés au sous-traitant jusqu'au terme du contrat ;
- les éléments justifiant les qualifications équivalentes du nouveau sous-traitant.

IMPORTANT

Toute présence constatée d'un sous-traitant non déclaré sur le site pourra entraîner l'exclusion de ce sous-traitant. L'entreprise titulaire prendra alors à sa charge toutes les conséquences financières et s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 13 du présent CCP, par dérogation à l'article 3.6.3. du CCAG-MOE.

Lorsque le sous-traitant est payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que la cession ou le nantissement de créances résultant du marché ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Les actes spéciaux de déclaration de sous-traitance n'ont pas d'incidence sur le montant du contrat ni sur la nature des prestations contractuelles.

Le représentant du pouvoir adjudicateur fait connaître sa décision d'acceptation ou de refus du ou des sous-traitants, soit par envoi postal recommandé avec avis de réception, soit par LRAR via le profil acheteur de la Région de Gendarmerie de Bretagne (PLACE).

Article 9 - Constatation de l'exécution de la prestation

9.1 Opération de vérification

L'article 20 du CCAG-MOE s'applique.

Le maître d'œuvre remet les livrables devant être réalisés dans le cadre de ses missions au maître d'ouvrage pour vérification et réception.

La décision par le maître d'ouvrage d'admission en l'état, d'admission avec observations, d'ajournement, de réfaction ou de rejet doit intervenir avant l'expiration des délais ci-dessous :

Conformément au CCAG, le maître d'ouvrage dispose d'un délai de 2 mois pour formuler les opérations de vérification.

9.2 Admission en l'état ou avec observations, ajournement, réfaction et rejet

Les dispositions prévues à l'article 21 du CCAG-MOE s'appliquent.

Article 10 - Utilisation des résultats

Les articles 22 à 24 du CCAG - MOE s'appliquent.

Article 11 - Prix

11.1 Forme et contenu des prix

L'unité monétaire est l'euro.

Les prix sont fermes et actualisables selon les conditions prévues à l'article 10.1.2 du CCAG-MOE.

Les montants figurant à l'annexe financière, rémunèrent le titulaire pour l'exécution de l'ensemble des prestations prévues au marché.

Les prix comprennent toutes les taxes, charges et assurances et, d'une manière générale, tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

11.2 Actualisation des prix

En application de l'article R2212-10 et R2212-11 du Code de la commande publique :

- Ce prix sera actualisé si un délai supérieur à trois (03) mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations ;
- l'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois (03) mois à la date de démarrage d'exécution des prestations.

Formule d'actualisation :

$$P_a = P_0 \times (I_{m-3}/I_0)$$

Avec :

P_0 : Prix initial

P_a : Prix actualisé

I_0 : Valeur de l'indice de référence au moins d'établissement des prix

I_{m-3} : Valeur de l'indice de référence à la date de début d'exécution des prestations moins 3 mois.

Indice retenu pour ce marché :

Index divers de la construction - ING - Ingénierie - Base 2010. Ci-dessous le lien d'accès :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001711010>

Article 12 - Modalités de règlement

L'article 11 du CCAG-MOE s'applique, les dispositions y sont précisées ci-dessous :

12.1 Avance

L'option A de l'article 11.1 du CCAG-MOE est retenue dans le cadre de ce marché. Conformément aux articles de R2191-6 à R2191-10 du Code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 30 % du montant initial du marché toutes taxes comprises.

12.2 Acomptes

Le règlement des comptes du marché se fait par des acomptes mensuels et un solde établis et réglés conformément à l'article 11.8 du CCAG MOE.

Le montant de chaque acompte est déterminé par le maître d'ouvrage, sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant, produit par le maître d'œuvre. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement.

12.3 Contenu de la demande de paiement

Lorsque le maître d'œuvre remet au maître d'œuvre une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement à savoir la décision d'admission et/ou la décision de réfaction de la mission.

La demande de paiement est datée, elle mentionne les références du marché ainsi que, selon le cas :

- le montant des prestations exécutées, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- la décomposition des prix forfaitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par l'annexe financière ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme ;
- le détail des calculs, avec justifications à l'appui, des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- en cas de groupement conjoint ou solidaire, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant toutes taxes comprises ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies hors TVA et toutes taxes comprises.

La demande de paiement précise les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable.

Les prix forfaitaires peuvent être fractionnés, si la prestation ou la partie de prestation à laquelle le prix se rapporte n'est pas achevée. Une fraction du prix, qui est égale au pourcentage d'exécution de la prestation est dans ce cas déterminée.

La remise d'une demande de paiement intervient au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent. Le maître d'œuvre transmet alors au maître d'ouvrage une demande de paiement mensuelle établissant le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci.

Les demandes de paiement accompagnées du document d'admission et/ou de réfaction des prestations seront transmises par voie dématérialisée en utilisant le portail sécurisé Chorus factures à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Si la société se trouve dans l'incapacité de faire mention de l'un ou l'autre de ces éléments, elle est priée de le préciser dans son dossier d'offre.

Toute demande de paiement transmise avant l'admission des prestations, incomplète ou incorrecte fera l'objet d'un retour au titulaire par le centre de service partagé (CSP) - Chorus afin qu'il procède aux rectifications qui s'imposent. Le titulaire dispose d'un délai de trente jours à compter de la date de notification de la demande pour la contester. Passé ce délai de trente jours, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté la demande de modification et devra envoyer la facture dite « conforme » ou les avoirs correspondants. Le délai de paiement mentionné à l'article 12.6 du présent document ne prend effet qu'à compter de la date de réception conforme des documents demandés ci-dessus.

12.4 Demande de paiement finale

L'article 11.7 du CCAG-MOE s'applique.

12.5 Décompte général définitif

L'article 11.8 du CCAG MOE s'applique.

12.6 Délai global de paiement

Le paiement s'effectue par mandatement administratif sur le compte bancaire figurant sur l'acte d'engagement et le relevé d'identité bancaire (RIB) fourni. Il est effectué sur présentation d'une demande de paiement.

Conformément à l'article R2192-10 du Code de la commande publique, les sommes dues sont payées dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception de la demande de paiement.

12.7 Intérêts moratoires

Les articles L.2192-13 et R.2192-32 du Code de la commande publique considèrent que le constat arithmétique d'un retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire et sans aucune formalité nécessaire de réclamation de la part de l'opérateur économique concerné, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai du paiement ou à l'échéance prévue dans le contrat.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne, majoré de huit (08) points, auquel se rajoute une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global de paiement.

Le maître d'ouvrage doit s'acquitter de ces créances dans un délai de quarante-cinq (45) jours.

12.8 Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Sauf stipulation contraire à l'acte d'engagement, en cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

L'article 12 du CCAG-MOE s'applique pour les autres dispositions.

Article 13 - Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à des pénalités. Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par la personne publique, partie prenante du marché.

Lorsque le retard est imputable à la personne publique, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale.

Lorsque le maître d'ouvrage envisage d'appliquer les pénalités de retard, il invite, par écrit, le maître d'œuvre à présenter ses observations dans un délai qui ne peut être inférieur à quinze (15) jours. Le maître d'ouvrage précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retard(s) concerné(s) ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations. À défaut de réponse du maître d'œuvre, le maître d'ouvrage applique les pénalités de retard.

Si le maître d'ouvrage considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE, les pénalités suivantes seront appliquées :

Motifs	Pénalités appliquées
Pénalité de retard dans la transmission de documents conformes à la mission confiée (planning, documents de conceptions, documents d'exécutions de chantier, documents administratifs et financier, documents d'assistance à la passation des marchés de travaux, avis techniques,...).	30 € / jour ouvrable de retard
Pénalité de retard dans le non-respect des délais de réalisation indiqués dans l'offre (sauf justifications avérées)	30 € / jour ouvrable de retard
Absences injustifiées aux réunions	200 € / absence
Retards injustifiés aux réunions	100€ / retard

Phases	Pièces attendues	délais
DIA - Étude de diagnostic	<ul style="list-style-type: none"> État des lieux ; analyse fonctionnelle, urbanistique, architecturale et technique du bâti existant ; un programme fonctionnel d'utilisation du bâtiment ainsi qu'une estimation financière et d'en déduire la faisabilité de l'opération. Une analyse des documents techniques fournis par le maître d'ouvrage (Étude de structure, plan de l'existant) ; Un rapport technique 	Production du dossier PRO : 25 jours calendaires à compter de la date mentionnée sur l'Ordre de Service.
AVP – Études d'avant-projet (Sommaire et définitif)	<ul style="list-style-type: none"> Les études d'avant-projet sommaire ont pour objet : De proposer une ou plusieurs solutions d'ensemble traduisant les éléments majeurs du programme fonctionnel et d'en présenter les dispositions générales techniques envisagées ; D'indiquer les durées prévisionnelles de réalisation ; D'établir une estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux des différentes solutions étudiées. Les études d'avant-projet définitif ont pour objet : D'arrêter en plans, coupes et façades, les dimensions de l'ouvrage ainsi que son aspect ; De définir les matériaux ; De permettre au maître d'ouvrage d'arrêter définitivement le programme et certains choix d'équipements en fonction des coûts d'investissement, d'exploitation 	Production du dossier PRO : 30 jours calendaires à compter de la date mentionnée sur l'Ordre de Service.

	<ul style="list-style-type: none"> et de maintenance ; • D'établir l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, décomposée par corps d'état ; • De permettre la fixation du forfait de rémunération dans les conditions prévues par le marché public de maîtrise d'œuvre. • Les plans côtés de la toiture (format numérique DWG + Plans papiers) • Une notice descriptive architecturale des solutions proposées. • Une notice technique générale par postes principaux. • Une estimation financière du coût des travaux détaillée par lots. 	
	<ul style="list-style-type: none"> • Une vue en plan de la toiture ; • Les coupes et détails de la charpente et de la toiture, avec le tracé des alimentations de tous les fluides ainsi que la localisation de la VMC et de ces équipements ; • Les représentations graphiques image 3D de l'ensemble du hangar ; • Les plans détaillés de la charpente ; • L'implantation des points d'ancrage ; • Une notice architecturale détaillée ; • Un planning des travaux précis ventilé par intervention et par lot ; • Un coût prévisionnel définitif des travaux par lot (à 5 % près). 	Production du dossier PRO : 20 jours calendaires à compter de la date mentionnée sur l'Ordre de Service.
PRO – Études de projets		
ACT – Assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des marchés publics de travaux	<ul style="list-style-type: none"> • DCE (DC4) • RAO 	<p>Production DCE : 20 jours calendaires</p> <p>Production RAO : 10 jours calendaires</p>
	<ul style="list-style-type: none"> • OS • PV de réception • Constat contradictoire • CR* réunion de chantier 	Production OS : 3 jours calendaires à compter de la demande du MOA
DET – La direction de l'exécution du ou des contrats de travaux	<ul style="list-style-type: none"> • Projet de décompte mensuelle • état d'acompte • DGD • Analyse des mémoires de réclamation établis par les entreprises 	<p>Production PV réception, CR chantier 2 jours calendaires au plus à l'issue de la réunion</p> <p>Production autres documents : 5 jours calendaires à compter de réception des éléments comptables et administratifs.</p>
OPC – L'ordonnancement, la coordination et le pilotage du chantier	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport d'analyse • document graphique • CR* sur l'état d'avancement des travaux et dépenses 	<p>Production des CR* : 2 jours ouvrés au plus à l'issue de la réunion</p> <p>Remise documents : 5 jours calendaires au plus à compter de</p>

AOR - L'assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception

- EXE 4/ 5/ 6/ 8/ 9
- DOE***
- CR* Visite des OPR/ réception/ levée des réserves/ GPA (N+1)

la demande du MOA**

Production des CR* de visites et documents EXE: 3 jours calendaires à l'issue de la réunion

Production du DOE*** final : 30 jours calendaires à l'issue de la réunion

*Comptes rendus

**Maître d'ouvrage

***Dossier d'ouvrages exécutés

Tout jour commencé est compté pour un jour entier de retard.

Par dérogation aux articles 16.2.1 et 16.2.2 du CCAG-MOE, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités.

Pour la sous-traitance et par dérogation à l'article 3.6.3, la pénalité de retard appliquée s'élève à 30 € par jour ouvrable de retard.

Article 14 - Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie n'est appliquée.

Article 15 - Assurances

Conformément à l'article 9 du CCAG-MOE :

- Le maître d'œuvre souscrit une assurance de responsabilité civile professionnelle permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations. Le niveau des garanties exigées par le maître d'ouvrage est adapté aux risques relatifs à l'opération de construction objet du marché.
- Pour les ouvrages autres que ceux mentionnés à l'article L. 243-1-1 du code des assurances, le maître d'œuvre souscrit l'assurance décennale obligatoire visée à l'article L. 241-1 du code des assurances.

Le maître d'œuvre doit justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le maître d'œuvre doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du maître d'ouvrage et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

En cas d'assurance de responsabilité décennale obligatoire au titre de la garantie décennale, le maître d'œuvre doit justifier qu'il satisfait à cette obligation, dans les conditions prévues par les articles L. 241-1 et L. 243-2 du code des assurances, par la remise d'une attestation conforme aux dispositions des articles A. 243-2 et suivants du code des assurances. L'attestation doit être valable à la date de l'ouverture du chantier sur lequel le maître d'œuvre intervient et pour les activités objet de son marché.

Article 16 - Mesures Sanitaires

Les différents personnels devant se rendre physiquement sur les lieux d'intervention (visite du site et exécution du marché) devront respecter les mesures sanitaires en vigueur.

Article 17 -

Article 18 - Résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 à 34 du CCAG-MOE.

Par dérogation à l'article 31 du CCAG-MOE, aucune indemnité ne sera versée en cas de résiliation pour motif d'intérêt général.

Article 19 - Contentieux

Le présent marché est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir le médiateur interne "relations fournisseurs" du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante : mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr ou par courrier recommandé avec accusé réception à M. le Médiateur interne "relations fournisseurs" du ministère de l'Intérieur, Place Beauveau, 75800 Paris Cedex 08.

Dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de 3 (trois) mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause dont les coordonnées sont les suivantes :

DREETS DES PAYS DE LA LOIRE

Pôle concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie

Comité consultatif interrégional de règlement amiable

des différends ou litiges relatifs aux marchés publics

Immeuble SKYLINE - 22 mail Pablo Picasso - BP 24209

44042 NANTES Cedex 1

Tél : 02 53 46 79 00

courriel : paysdl.ccira@dreets.gouv.fr

En cas d'échec de la procédure amiable, l'instance contentieuse territorialement compétente est :

Tribunal administratif de Rennes

3 Contour de la Motte - CS 44416

35044 Rennes Cedex

Article 20 - Interdiction d'attribution à un opérateur économique « Russe »

Le règlement (UE) n°2022/576 du Conseil du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n° 833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine prévoit, au 23 de l'article 1^{er}, des mesures applicables aux marchés publics et aux concessions.

Le règlement s'applique aux marchés publics et aux concessions relevant des directives 2014/23/UE, 2014/24/UE, 2014/25/UE et 2009/81, c'est-à-dire aux contrats mentionnés à l'article L. 2 du code de la commande publique et répondant à un besoin dont le montant est égal ou supérieur aux seuils européens.

Les pouvoirs adjudicateurs, entités adjudicatrices et autorités concédantes ont désormais l'interdiction d'attribuer ou de poursuivre l'exécution de l'un de ces contrats dans quatre hypothèses :

- si l'attributaire est un ressortissant russe ou une personne physique ou morale, une entité ou un organisme établi sur le territoire russe ;
- si l'attributaire est détenu à plus de 50 %, et ce, de manière directe ou indirecte, par une entité établie sur le territoire russe ;
- si l'attributaire est une personne physique ou morale, une entité ou un organisme agissant pour le compte ou sur instruction d'une entité établie sur le territoire russe ou d'une entité détenue à plus de 50 % par une entité elle-même établie sur le territoire russe ;
- si le sous-traitant, le fournisseur ou toute entité aux capacités de laquelle il est recouru se trouve dans l'un des trois cas susmentionnés, et le montant de ses prestations représente plus de 10 % de la valeur du marché.

Lorsqu'il est envisagé d'attribuer un marché à une personne physique ou morale susceptible d'être détenue directement ou indirectement ou qui peut être regardée comme agissant pour le compte ou sur instruction d'une personne russe, l'acheteur public, pour vérifier ces éléments, demandera au candidat concerné de produire les éléments demandés dans les délais impartis. La non-réponse ou la production de pièce non probantes pourra conduire l'acheteur à écarter le candidat au profit de celui classé juste après.

En cas de doute ou de demande de dérogation, l'acheteur s'adressera à la direction générale du Trésor (l'acheteur peut adresser une demande d'autorisation à sanctions-russie@dgtresor.gouv.fr).

Article 21 - Certification achats responsables

Dans le cadre de l'amélioration de la démarche RSE entreprise par le titulaire, il est précisé que le ministère de l'Intérieur est détenteur du label « relation fournisseurs achats responsables » (RFAR) adossé à la norme ISO 20400/2017 « Achats Responsables – lignes directrices délivré par la médiation des entreprises et le Conseil National des Achats (CNA).

Afin d'harmoniser les bonnes pratiques établies entre tous les fournisseurs et sous-traitants intervenant dans ses marchés publiés, le représentant du pouvoir adjudicateur invite l'ensemble des titulaires desdits marchés à se conformer à la norme ISO 20400/2017 et aux exigences de la charte « Relations Fournisseurs Responsables (RFAR) » et au label RFAR disponible sur le site du ministère de l'économie ou des finances et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur de toute démarche entreprise en la matière, et notamment la signature de la charte RFR, puis le dépôt d'un dossier de candidature au label susmentionné et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400/2017 dans ses processus internes.

La Médiation des entreprises – en association avec le Conseil National des achats (CNA) – vous accompagnera dans cette démarche. Pour toute information : <http://www.economie.gouv.fr/mediation-des-entreprises>.

Article 22 - Dérogations au CCAG - MOE

Toutes les dispositions du CCAG-MOE relatif à l'arrêté du 30 mars 2021 des clauses administratives générales des marchés publics de maîtrise d'œuvre s'appliquent au présent marché à l'exception des dispositions indiquées ci-dessous :

Articles du CCP	Articles du CCAG-MOE
3 Pièces contractuelles	Article 4.1
6 Clause de réexamen	Article 26
8 Co-traitance et sous traitance	Article 3.6.3
13 Pénalités	Article 16.2.3
13 Pénalités	Articles 16.2.1 et 16.2.2
13 Pénalités	Article 3.6.3
18 Résiliation	Article 31